

Rentrée en fanfare

Médiateur

Pascal Galinier

Cette fois, c'est la rentrée ! Mercredi 31 août, dès potron-minet, la radio annonce un scoop à la « une » de *Libération* : « Affaire Bettencourt : la juge qui accuse Sarkozy ».

L'information vient d'un livre-choc, dans lequel Isabelle Prévost-Desprez, la juge qui a instruit l'affaire, « a confié à deux journalistes un témoignage accablant pour le président », affirme le quotidien. Ça y est, se dit le médiateur, le « feuilleton Bettencourt » reprend. C'est bien la rentrée. Sauf que...

Sarko m'a tuer (Stock, 364 p., 19 euros), le livre-choc dont parle notre confrère – et dont les bonnes feuilles ont été confiées à *L'Express* par l'éditeur –, a été écrit par deux journalistes... du Monde ! Gérard Davet et Fabrice Lhomme, membres de la cellule d'investigation à la rédaction, suivent justement l'affaire Bettencourt...

Internet, ce mercredi, buzze déjà. Sur le fond et la forme de l'information du jour. « Pourquoi est-ce *Libération* qui sort un

scoop de deux journalistes du Monde ? », se demande @guybirenbaum sur Twitter. « Bizarre que deux journalistes du Monde publient les extraits de leur bouquin dans *L'Express* », tweete de son côté @AudeBaron. « Vers une fusion des deux titres ? » ironise @E_Dupin.

Le Monde, lui, semble n'accorder qu'une importance relative aux « révélations » de ses journalistes. Il se contentera, dans son édition de mercredi (datée jeudi 1^{er} septembre), d'un petit article, signé « Service France », annonçant la sortie du livre en question. Aucun appel de « une » sur l'affaire qui met pourtant en émoi tous les médias...

Le médiateur, perplexe, est interrogé, sur sa page Facebook, par un « webéditorialiste » du site Atlantico : « Pourquoi deux types du Monde donnent leur scoop à Libé ? Et pourquoi pas une ligne dans le journal de ce soir sur la nouvelle affaire Bettencourt ? » Le médiateur le renvoie vers le chat organisé le jour même sur Lemonde.fr avec les deux journalistes. « Les per-

sonnes que nous avons interrogées, et qui toutes décrivent un système visant à affaiblir ou attaquer des personnes coupables de menacer le président de la République, n'ont accepté de s'exprimer qu'à condition que leurs témoignages soient regroupés dans un ouvrage, afin d'éviter une personnalisation excessive et donc dangereuse pour elles », expliquent-ils. Quant aux bonnes feuilles, « un choix qui relève de l'éditeur », ils estiment « préférable que les extraits d'un livre publié par des journalistes ne paraissent pas dans le journal qui les emploie ».

Le webéditorialiste en conclura, dans son billet, que « si la presse écrite, qui n'a plus depuis longtemps le monopole de l'info brute, se laisse piquer l'investigation au long cours par l'édition, et avec le concours de ses propres journalistes par-dessus le marché, on n'attendra pas longtemps la fin du Monde... ».

Entre-temps, nos lecteurs se sont eux aussi réveillés. Dans leurs courriels, ils sont partagés. Pour Luc Lagarde (professeur à Paris-VIII), « la juge fait le choix de s'expliquer publiquement, le livre est une décision politique qui lui incombe (...). L'événement journalistique doit progresser par étapes. » L'absence d'extraits dans *Le Monde* ? « Normal, c'est une question de déontologie. » Pas d'accord, dit Igor Deperraz : « Une des règles de base de la déontologie du travail journalistique est la vérification des sources et surtout de leur crédibilité juridique. Tout et son contraire peut être dit

hors micro. » Jacques Guillemin approuve : « Deux journalistes rapportent les dires d'une juge, qui elle-même rapporte les dires de sa greffière, qui rapporte les dires d'une infirmière qui aurait vu, etc. Ça fait beaucoup d'intermédiaires. Je me demande si vos deux journalistes ont bien fait leur travail d'enquête et de contre-vérifications, avant de lancer leur grenade dégoupillée dans les couloirs de l'Élysée ! »

« Dans cet imbroglio, on s'explique mal qu'un grand journal ait fait l'économie de l'interroger [l'infirmière], note Christian de Maussion (Paris). Le Monde est-il désormais sous surveillance, craint-il des représailles du pouvoir ? » Réponse à la « une » du journal de jeudi : « Comment les services secrets ont espionné *Le Monde*... »

Christian Martin, le président de la Société des lecteurs du Monde (SDL), témoigne de « leur incompréhension face à la publication dans d'autres journaux des interviews, extraits et commentaires relatifs au livre Sarko m'a tuer », et trouve « regrettable ce manque de coordination, cohésion ou confiance au sein de la rédaction ».

Sur le principe, Erik Izraelewicz estime que « le fait qu'un journaliste chargé du suivi d'un domaine publie un livre sur ce même domaine n'est pas condamnable en soi ». La Société des lecteurs (SRM) est plus circonspecte : « Il sera nécessaire d'organiser un comité de rédaction sur le sujet, mais à froid, une fois retombée l'émotion », dit le président du conseil de gérance, Adrien de Tricornot.

En ce qui concerne le fond de l'affaire,

Luc Bronner, le rédacteur en chef qui était à la manœuvre ce jour-là, reste circonspect : « Il ne nous a pas semblé souhaitable que *Le Monde* soit associé, tout au moins au début, à la sortie du livre, notamment parce que nous sommes en campagne électorale. En revanche, toutes les suites judiciaires et politiques du livre seront évidemment traitées dans le journal. »

« Ce livre n'est pas une enquête journalistique stricto sensu, c'est un livre de témoignages informés, précise Erik Izraelewicz. Nous n'aurions pas publié tel quel dans *Le Monde* l'entretien de M^{me} Prévost-Desprez. » Concernant les déclarations de la juge sur de supposées remises d'enveloppes à Nicolas Sarkozy, « elle n'aurait pas accepté de parler comme elle l'a fait dans le cadre d'une enquête pour un journal. Pour un livre de témoignages, c'est autre chose... », argumentent Gérard Davet et Fabrice Lhomme. Pour eux, « la petite phrase qui a été reprise par Libé n'est pas la plus explosive ! Il y a d'autres révélations plus embarrassantes pour l'Élysée, sur Julien Dray ou Clearstream par exemple... ».

Frédéric Rubio, dans un courriel, pense qu'« il serait opportun que *Le Monde* fasse une synthèse des éléments forts de l'ouvrage ainsi qu'un premier bilan des réactions/offensives de la partie adverse afin d'évaluer l'importance (et l'impact) de cette histoire. Une enquête pourrait présenter/appuyer/confirmar les éventuelles conclusions... ». Message transmis. ■

mediateur@lemonde.fr

Courrier

Le double échec de l'insécurité

Le discours tenu par M^{me} Aubry sur la sécurité dans la Cité phocéenne ne peut conduire qu'à un double échec. Il ne fera pas baisser l'insécurité. Il augmentera l'endettement.

Cela a été malheureusement aussi la politique de la droite. Elle n'a cessé d'accroître le nombre des fonctionnaires, ce que M. Sarkozy ne peut plus faire aujourd'hui eu égard aux contraintes budgétaires qu'impose la situation économique.

J'ai connu une époque où les banquiers, les percepteurs, les commerçants, les pompistes (...) disposaient d'une arme (pas tous). Les policiers se déplaçaient seuls, ce qui favorisait leur présence sur le terrain, y compris dans les bistrotts, sources utiles du renseignement. Les malfaiteurs encouraient un risque immédiat en s'attaquant à autrui. (...)

Même un policier est désormais considéré comme un dangereux cowboy s'il dégage son arme ! Il ne faut donc pas s'étonner de ce que la criminalité soit en progression constante. L'augmentation du nombre des policiers n'a servi à rien : ils doivent se déplacer au minimum à trois, et il en faut presque une centaine pour procéder à une arrestation dans certaines banlieues dites sensibles. La police de proximité s'est multipliée avec les agents municipaux.

Les droits de l'homme ne peuvent pas être à sens unique. Là se situe le nœud gordien qu'il faudra bien un jour trancher.

Jean-Marc Mercier, Paris

Economie Gestion financière et cogestion de la Grèce...

Dans votre éditorial du 31 août, vous déplorez que la Finlande ouvre la boîte de Pandore. Son accord bilatéral avec la Grèce aboutirait pour Athènes à déboursier à hauteur de l'aide qui lui a été promise. Autant dire que le plan de sauvetage serait mort-né. Vous avez raison sur le fond – si on demande à la Grèce de bloquer du cash pour garantir un refinancement de sa dette souveraine –, vous n'avez pas tout à fait raison sur le plan technique, si on demande à la Grèce de nantir des avoirs qui eux-mêmes ne sont pas en cash. Ce pays possède des avoirs que beaucoup de financiers seraient prêts à accepter en hypothèque. En particulier son patrimoine immobilier qui constitue les Cyclades.

En tant que financier, je m'étonne que les garanties hypothécaires appliquées aux entreprises privées et aux individus ne le soient pas aux pays dans le cadre de leur endettement. Elles devraient l'être. Comment peut-on prêter des centaines de milliards d'euros à un pays sur la foi de sa seule signature, connaissant la piètre valeur de cette signature et ayant constaté que le pays pouvait aller jusqu'à manipuler ses propres comptes ? Les nouveaux prêts doivent être accordés pour renouveler le développement du pays en défaut. Le Fonds de stabilisation européen devrait se doter de vrais banquiers pour encadrer le redéploiement des pays auxquels il donne de nouvelles facilités.

Des garanties hypothécaires soumettraient l'emprunteur à une pression internationale pour le fai-

re rentrer dans le droit chemin. Garantie et cogestion ! Voilà une partie d'une vraie solution européenne.

Jacques Mecheri,

Internet Commotion à la française

Nous voulons attirer votre attention sur le fait que, en France, nous avons une avance considérable sur le projet américain Commotion. Les travaux de recherche pour créer ce type de réseaux existent dans les laboratoires français depuis plus d'une dizaine d'années. Depuis un an, les universités de Paris-Sud-XI et de Pierre-et-Marie-Curie ont transféré ces technologies vers l'industrie via la création de la start-up Green Communications. Les produits de Green créent des réseaux à la volée, avec des ordinateurs, des clés USB ou d'autres types de matériel informatique.

Ces réseaux n'offrent pas seulement la connexion comme dans Commotion mais introduisent de la qualité de service sur le transfert de l'information afin d'éviter les interférences Wi-Fi, tellement fréquentes de nos jours. Green a aussi inventé le *start-and-stop* où un équipement, lorsqu'il n'est pas utilisé, s'éteint de lui-même et sans la nécessité d'un élément central. Cela permet d'économiser de l'énergie et de réduire la pollution des ondes. Une démonstration dans un lieu choisi au hasard et avec des ordinateurs anonymes permettra une meilleure compréhension de la puissance de ces réseaux.

Khaldoun Al Agha, Guy Pujolle
Professeurs d'université
Orsay (Essonne)